



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 16/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BLANCHIMENT DE XONRUPT (2)

419 route d'Epinal
Le Costet Beillard
88400 Gérardmer

Références : S-23-1141RP

Code AIOT : 0006202240

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement BLANCHIMENT DE XONRUPT (2) implanté 419 route d'Epinal Le Costet Beillard 88400 Gérardmer. L'inspection a été annoncée le 13/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de contrôle. Elle s'appuie sur les textes suivants:

- arrêté ministériel du 01/08/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques n° 4440, 4441 ou 4442 (applicable à compter du 1er janvier 2020) ;
- arrêté préfectoral d'autorisation du 21 août 2008.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BLANCHIMENT DE XONRUPT (2)
- 419 route d'Epinal Le Costet Beillard 88400 Gérardmer
- Code AIOT : 0006202240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitant est spécialisé dans l'ennoblissement textile (principalement le blanchiment).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Manutention, préparation des bains	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 9.4.1	/	Sans objet
2	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 7.5.3	/	Sans objet
3	Règles de gestion des stockages en rétention	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 7.5.5	/	Sans objet
4	Rejets atmosphériques : valeurs limites de concentration et flux	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 3.2.5	/	Sans objet
5	Rejets atmosphériques : autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 8.2.1	/	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 7.3.2	/	Sans objet
7	Evacuation des fumées	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 7.3.2	/	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 01/08/2019, article 4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est gérée de manière rigoureuse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Manutention, préparation des bains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 9.4.1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : (...) Les opérations de préparation des bains de traitement sont effectuées soit dans des machines étanches, soit sur des aires formant rétention susceptibles de retenir les liquides concentrés utilisés. (...)
Constats : L'inspection a constaté le respect de cette prescription
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les autres cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. (...)
Constats : L'inspection a constaté que les liquides dangereux sont disposés sur des rétentions dont le volume est conforme aux prescriptions de cet article. L'inspection a par ailleurs constaté que, concernant les stockages d'eau oxygénée et de soude, ceux-ci sont constitués de cuves double peau, elles même disposées dans une rétention qui leur est propre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Règles de gestion des stockages en rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 7.5.5
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention. (...)
Constats : L'exploitant a indiqué avoir vérifié que les produits chimiques dont il dispose ne sont pas associés à une même rétention s'ils sont incompatibles. Lors de la visite, l'inspection n'a pas infirmé ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets atmosphériques : valeurs limites de concentration et flux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :
(...)
Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :
- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous :

Installations considérées	Poussières (matière sèche)		Oxyde d'azote (équivalent NO ₂)		Oxyde de soufre (équivalent SO ₂)		COV (à l'exclusion du méthane)	
	Concentration	Flux	Concentration	Flux	Concentration	Flux	Concentration	Flux
Chaudière	150 mg/Nm ³		400 mg/Nm ³		35 mg/Nm ³		110 mg/Nm ³ si flux > 2 kg/h	150 mg/Nm ³
Rame de séchage								
Laveuse	100 mg/m ³ si flux < 1 kg/h 40 mg/m ³ si flux > 1 kg/h		500 mg/m ³ si flux > 25 kg/h		300 mg/m ³ si flux > 25 kg/h		110 mg/Nm ³ si flux > 2 kg/h	

Constats :
Le rapport SOCOTEC daté du 29 décembre 2010 démontre un respect des valeurs limites d'émission.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets atmosphériques : autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants cités à l'article 3.2.4. est effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans. Toutefois, les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet de mesures périodiques. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, les éléments techniques permettant d'attester l'absence de ces polluants dans les rejets.</p> <p>Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière surveillance a été effectuée par le bureau de contrôle SOCOTEC suite à mesures effectuées le 25 novembre 2010. Ce rapport est daté du 29 décembre 2010. L'inspection des installations classées note le respect de l'échéance de 3 ans et attire l'attention de l'exploitant sur le fait que la prochaine campagne de mesures devra être faite très prochainement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : (...) Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Il doit être remédié à toute déficience constatée dans les plus brefs délais.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport Q18 établi suite à investigations du 3 août dernier. Il indique par ailleurs qu'il a fait évoluer sa manière de mener cette campagne de vérification en ce sens que le prestataire est accompagné d'un électricien (entreprise CERI) chargé soit de procéder aux modifications séance tenante lorsque cela est possible soit de remédier aux défauts constatés dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Evacuation des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les locaux dans lesquels les rampes sont implantées doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrant en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : L'inspection a constaté que les locaux concernés sont équipés en partie haute d'ouvrants (lanterneaux ou faîtage). Ces ouvrants sont commandés soit manuellement soit automatiquement par des systèmes de cartouche à CO2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/08/2019, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <p>Le stockage des produits comburants est équipé de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m³/h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance .• d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont placés dans des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances.</p> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>(..)</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant de la conformité des moyens de lutte contre l'incendie.</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté que l'ensemble du site est sprinklé. Le dispositif de sprinklage est associé à une réserve de 407 m³ et à des pompes diesel qui font l'objet de vérifications hebdomadaires consignées dans un registre. Par ailleurs, l'inspection a constaté que des extincteurs sont disposés régulièrement à l'intérieur des locaux et sont signalés.</p> <p>L'inspection a constaté que la dernière campagne de vérification de ces équipements date de septembre 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet